

LA TOILE
DOSSIERS MONARCHISTES D'INFORMATION



*La fin du Royaume des Rois-prêtres
Les mouvements royalistes aujourd'hui*

BURUNDI



Guillaume Ruzoviyo



Princesse Esther Kamatari

ENTRETIENS

LA TOILE NOUVELLE SÉRIE - NUMERO 6 - HIVER 2010 - 5€



EDITIONS SYLM



INITIATIVES

ON AIME
ON LE DIT
ON Y PARTICIPE
ALORS SOUTENEZ-LES...

FRANCE
Paris



LA SOUPE DU ROI

Parce que le Roi est le père des pauvres, les royalistes en sont les frères

Retrouvez-les un mercredi sur deux sur l'esplanade de la gare Montparnasse, de 19h à 21h environ, côté manège, toute l'année.

3, 17 et 31 mars, 14 et 28 avril, 12 et 26 mai 2010

Des royalistes proposent un repas complet aux nécessiteux, mais aussi une écoute et si possible une solution aux petits soucis du quotidien. Pour assurer ce service, et par devoir à l'égard des pauvres, l'association a besoin de votre soutien et de vos dons.

Pour les vêtements, contacter Marie-Laure au 06 08 80 53 66.

Les chèques sont à faire parvenir à :

Association Nos Seigneurs les Pauvres et les Malades
15, avenue de la Gare
78690 Les Essarts Le Roi

Pour un virement les coordonnées bancaires sont les suivantes :

CRCA LES ESSARTS LE ROI

RIB : 18206 00089 509 445 4 001

IBAN : FR76 1820 6000 8950 9445 5400 182

BIC : AGRIFRPP882.

Contact :

Paul : 01 34 86 36 61

06 50 29 27 26

ou 01 34 84 85 45

06 82 44 10 83

Email : turbierp@wanadoo.fr

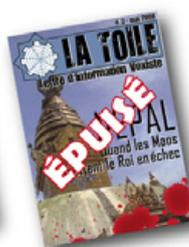
fredericwincler@yahoo.fr



N°R1



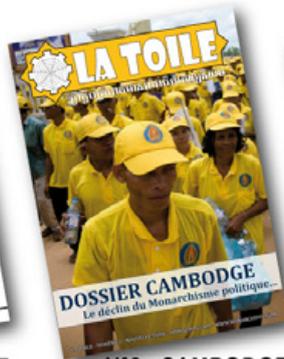
N°R2



N°R3 - NEPAL



N°1 - SERBIE



N°2 - CAMBODGE



N°3 - FRANCE

LA TOILE

DOSSIER\$ MONARCHISTES D'INFORMATION

Quatre fois par an, La Toile met son gros doigt sur un sujet d'actualité ou de culture monarchiste et vous livre sa vision du monde qui vous entoure, avec des mots de trois syllabes et des références compréhensibles... une révolution, quoi.

Vous avez un A+ en rédaction ? Rejoignez l'équipe éditoriale et contribuez à la diffusion d'une information objective pour renforcer les liens de la diaspora monarchiste.



N°4 - JEANNE D'ARC



N°5 - LE CARLISME



CONFERENCE
MONARCHISTE
INTERNATIONALE

Vos idées, vos mots, votre mag'



par **Sylvain ROUSSILLON**
Secrétaire Général de la CMI

Il est peu courant de se pencher sur l'histoire des monarchies africaines et les activités des monarchistes africains. Trop souvent, ces dernières sont assimilées à de simples survivances tribales, historiquement et politiquement dépassées. Tout au plus leur accorde-t-on un vague rôle culturel, gardiennes d'un passé révolu.

Force est pourtant de constater que dans un certain nombre de pays africain, l'idée monarchiste est encore non seulement une réalité vivante et dynamique, mais qu'elle peut même apparaître dans certains cas comme la seule alternative crédible et durable aux conflits sociaux et ethniques qui, depuis la décolonisation notamment, déchirent chroniquement le continent Noir.

Louis Rwagasore, fils du Mwami (Roi) Mwambutsa IV et de la reine Thérèse Kanyonga qui, à la tête de l'UPRONA (Union pour le progrès national), un mouvement fondé en 1958, obtient l'organisation d'élections libre en 1961 à la suite d'une intense campagne pacifique de désobéissance civile.

Le prince Louis Rwagasore avait, lors de la recherche de l'indépendance nationale, demandé aux Burundais de ne pas se laisser piéger par des querelles ethniques. Aussi le roi Mwambutsa IV avait dans une lettre circulaire condamné les dénominations Hutu, Tutsi, Twa lors des tournées qu'il a effectuait dans les provinces: "Désormais, je veux plus entendre dire un Mutwa, Muhutu, Muganwa, Mututsi. Vous êtes tous Barundi et rien d'autre. L'homme se distingue par son travail et non par son appartenance familiale ou ethnique. Celui qui se prévaudrait de l'une ou l'autre appartenance pour semer la mésentente et la discorde, je le condamne".

Louis Rwagasore devient premier ministre mais est assassiné le 13 octobre 1961. Le 1er juillet 1962, le Burundi accède à l'indépendance. Considérant que le vieux roi Mwambutsa IV n'est plus à la hauteur des difficultés qui se profilent, le prince Charles Ndizeye son second fils, frère du défunt Louis Rwagasore, dépose son père et devient roi à son tour sous le nom de Ntare V le 8 juillet 1966. Ntare V était un jeune monarque de 19 ans, lettré et grand amateur de la philosophie de Kierkegaard. Malheureusement pour lui, son coup

SOMMAIRE

N°6 - HIVER 2010

Editorial	3
Dossier BURUNDI	
<i>Historique</i>	4-6
<i>Le colonisateur belge</i>	7-8
<i>Le monarchisme depuis 1972</i>	9-10
Entretien avec G.Ruzoviyo	11-15
Entretien avec Esther Katamari	16-17
Planète monarchiste	18-23
Le chant du SYLM	23

d'état, au lieu d'éteindre les passions et de propulser le Burundi vers des horizons plus apaisés, va accélérer la désagrégation du pays. Il est renversé à son tour le 28 novembre 1966 par un coup d'état militaire et la république est proclamée.

D'abord réfugié en Allemagne, il tente un retour en force en 1972 en rentrant au Burundi où la situation intérieure n'a cessé de se détériorer. Immédiatement arrêté par la junte militaire, il est éliminé le 29 avril 1972, son exécution déclenchant des affrontements interethniques qui se soldent par près de 150.000 morts. Cette exécution spectaculaire du dernier roi du Burundi semblait devoir signer la fin définitive du monarchisme, en tant que courant politique, au Burundi tandis que pendant plus de 20 ans les régimes autoritaires se succèdent dans une ambiance de meurtre et de révolution de palais...

Il faut attendre 1993, et l'organisation des premières élections libres depuis 1965 pour voir réapparaître, à la surprise général, un courant monarchiste organisé.

Lors des élections présidentielles, alors que les Hutus se mobilisent massivement derrière un candidat unique et que les Tutsis en font autant, le petit Parti Royaliste Parlementaire (ou aussi Parti de la Réconciliation du Peuple) fondé par Mathias Hitimana présente son propre candidat, Pierre-Claver Sendegeya qui obtient le résultat inattendu de 1,44% des voix. Pour modeste qu'ait été ce résultat, il est le point de départ visible d'un véritable courant de recréation de l'idée monarchiste au Burundi.

C'est ce processus que nous vous invitons à découvrir dans ce numéro de La Toile.

La chute de la monarchie va s'opérer en trois actes. L'indépendance accordée au Burundi, la déposition du souverain, le Mwami Mwambusta IV, et enfin l'assassinat de son fils Ntaré V.

1er Acte

Lorsque la Belgique accorde au Burundi son indépendance le 1er Juillet 1962, celle-ci à un goût plutôt amer pour le Mwami Mwambusta IV. Roi depuis l'âge de trois ans (1915), les Belges n'ont eu de cesse d'interférer dans les affaires de son pouvoir, remettant sans cesse en cause l'absolutisme de sa monarchie, la hiérarchisant et la remodelant à souhait sans tenir compte de ses prérogatives divines. La chute de la monarchie au Rwanda, à laquelle l'Urundi (le nom actuel de Burundi ne sera adopté qu'en 1962) est associé, terrifie le souverain Tutsi. Il craint que les Belges ne favorisent également que trop la majorité Hutu et ne mettent fin à son régime. Il a du se résoudre à consentir la création d'un parlement où siègeraient les deux principales ethnies du pays avec les Twas, ces pygmées tant redoutés pour leur habileté à la chasse, et qui avec les Ganwas achèvent la composition ethnique du pays.

La famille royale est elle-même divisée sur l'attitude à adopter. Il y a là le clan Bezi qui s'est rangé derrière le Prince Louis Rwagasore et qui réclame une indépendance immédiate ou celui des Bataré qui tente de retarder justement cette indépendance pour mieux supplanter ses rivaux du premier clan. La situation est-elle pourtant comparable à celle du Rwanda voisin ? Difficile à dire. Les Hutus sont eux même divisés entre ceux qui veulent également une indépendance immédiate et ceux qui pensent que l'éducation des masses doit primer pour une meilleure gestion du pays dans l'avenir. Quoi qu'il en soit, le premier acte de cet opéra sanglant se termine avec l'assassinat tragique du Prince Louis Rwagasore par des extrémistes Tutsis manipulés par les belges (1961) et un partage du pouvoir imposé au Mwami.



Le tombeau du Prince Louis Rwagasore à Bujumbura

Mwambusta IV entend cependant bien reprendre rapidement les rênes du pouvoir et se passer de la majorité Hutu qui l'encombre. Il met le Nord du pays, traditionnellement peuplé de Hutus, sous régime militaire et s'empresse d'accueillir tous les réfugiés Tutsis du Rwanda. Le 6 Avril 1964, il limoge brutalement le Premier ministre Hutu Pierre Ngendandumwe (en place depuis Juin 1963 et membre de l'UPRONA, le mouvement du Prince Rwagasore) sous prétexte que celui-ci se rapprochait de trop près de la Chine Communiste sans son accord. Il le remplace par Albin Nyamoya, un Tutsi issu de la lignée royale au pouvoir. Le nouveau Premier ministre n'arrive pas à endiguer les tensions ethniques qui se multiplient tous les jours ; le frère du Roi, le Prince Kamatari sera notamment assassiné.



En rappelant Pierre Ngendandumwe au pouvoir, le 7 Janvier 1965, Mwambusta IV sait qu'il va mécontenter

l'une des deux parties en présence. Il a raison ; cette nomination n'est guère du goût des membres extrémistes des Jeunesses Nationales Rwagasore ou de l'Union des Agents de l'Administration qui envoient une lettre de protestation au Roi. Pierre Ngendandumwe en est informé mais formera quand même un gouvernement de 13 membres dont 7 Tutsis et 6 Hutus. Le Souverain ayant tenu à garder sous sa houlette les Secrétariats d'Etat à l'Armée et la Gendarmerie qu'il

confie au Capitaine Michel Micombero (1940-1983).

Le 15 Janvier vers Midi, la liste des ministres est rendue publique. A 16 heures, des manifestations du groupe Tutsi pro-chinois éclatent contre le gouvernement mais le Premier ministre à d'autres soucis en tête: son épouse vient d'accoucher. Vers 20 heures, il se rend à l'hôpital Rwagasore. Il ne verra pas son troisième enfant ; il s'affale sur le trottoir, abattu par un coup de pistolet.

2ème Acte

Mwambusta IV fait immédiatement déployer l'armée, interdit les Jeunesses Nationales Rwagasore qui avaient eu l'outrecuidance de changer la devise royale, embastille ministres et fonctionnaires, change deux fois de Premier Ministre sur la fin de l'année 1965 et nomme à leurs places des membres de sa famille aux postes les plus importants du gouvernement. Il n'en faudra pas plus pour que les Hutus crient à la fraude massive lors des élections remportées par l'UPRONA (Mai 1965).

Le 19 Octobre 1965, des coups de feu éclatent dans la capitale. Des officiers Hutus et certains régiments se sont soulevés. La Primature est attaquée et le Premier ministre Bihumugani est blessé par un salve de balles à la tête avant d'être évacué vers l'Europe pour se faire soigner. Les putschistes se tournent alors vers le Palais Royal. Mais là, ils doivent faire face aux régiments loyalistes de Michel Micombero qui les repoussent hors des murs de l'enceinte royale. Mwambusta IV quant à lui, après s'être réfugié derrière le canapé de l'une des chambres du palais lors des affrontements, a fuit au Congo voisin. Des purges sont alors organisées dans l'armée qui se voit vidée des tous ses éléments Hutus. A 11 heures, le coup d'état a échoué. Le Commandant Hutu de la Gendarmerie Antoine Serukwavu qui a dirigé les mutins parvient à s'enfuir au Rwanda et le Hutu Paul Mirerekano, cofondateur de l'UPRONA, est exécuté sans jugement le jour même. Mwambusta IV renvoie son fils Charles N'Diyeze, âgé de 19 ans, à Bujumbura, où il est nommé Régent et le charge de préparer son retour. Une fois arrivé au Burundi, le Prince comprend que la situation est plus que critique. La purge a accentué les antagonismes ethniques.

Le Prince Charles démet le précédent gouvernement et s'assurant le soutien du capitaine Micombero, nommé Premier Ministre, annonce que l'armée est désormais garante de l'unité du pays. Le Mwami Mwambusta est déposé, son fils Charles assure désormais le pouvoir sous le nom de Ntare V le 8 Juillet 1966. Ce règne sera

toutefois des plus brefs. Si le message de protestation de Mwambusta IV depuis son lieu d'exil ne fut jamais diffusé, son successeur doit désormais faire face à l'omniprésence de son Premier ministre, le capitaine Micombero dans les affaires de l'état. Ce dernier refuse même d'exécuter les ordres du Roi et, le 28 novembre 1966, fait déployer les chars dans la capitale alors que le Roi Ntare V est en visite dans l'ex Congo Belge.

En quelques heures, un alcoolique notoire a posé les jalons du troisième acte de cette tragédie. Le souverain n'a pas le temps de protester, il doit s'exiler en Allemagne. Charles N'Diyeze est d'autant plus surpris par ce coup d'état que, lors d'un dîner deux jours auparavant, Micombero l'assurait de sa fidélité à la monarchie.



3ème Acte

La monarchie a été abolie et la république proclamée avec à sa tête Micombero. Le nouveau Président n'est pas populaire. Les Hutus lui reprochent les pogroms perpétrés par l'armée après la deuxième tentative ratée du coup d'état de 1969. Les rumeurs de restauration de la monarchie se font persistantes, suffisamment en tout cas pour que Micombero s'en inquiète auprès des ambassades étrangères. Le retour, le 18 Mars 1972, du Roi Ntare V accompagné de membres de sa famille et d'anciens dignitaires exilés en Ouganda lui fait craindre le pire. Les monarchistes se sont regroupés à la frontière.

Le Capitaine Micombero s'apprête à tirer le rideau définitif sur cet opéra unique. Il sait le gouvernement Ougandais favorable à la monarchie Tutsie mais il connaît également les vices cachés du Président Idi Amin Dada ; des valises remplies d'argent vont rapidement transiter entre Bujumbura et Entebbe sans que le Roi déchu ne soupçonne le double jeu de ses protecteurs Ougandais. Le 29 Mars, alors qu'il est supposé être emmené vers un nouveau lieu de villégiature, le Roi

est débarqué sur l'aéroport de Bujumbura, arrêté puis immédiatement emprisonné sans ménagement.

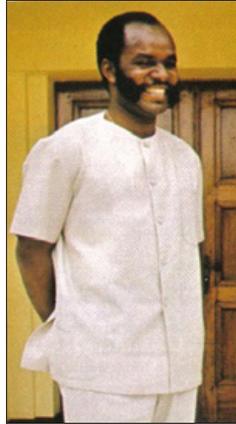
La menace monarchiste n'est pas écartée pour autant. Les forces fidèles à l'ancien Roi avancent sur la capitale dans l'indifférence internationale. Le souverain est un précieux otage mais Micombero veut s'en débarrasser rapidement. Il entre en conflit avec son gouvernement sur le sort qu'il réserve à son ancien Roi et le limoge le 28 Avril 1972. La radio d'état annonce le lendemain que le Mwami a été abattu alors qu'il tentait de s'échapper pour rejoindre ses partisans.

La vérité de ce meurtre est bien plus sanglante. Vers 22h 45, tiré de sa cellule de 3 mètres sur 2 par un commando armé, le Mwami du Burundi est attaché à un poteau d'exécution. Les militaires ont poussé loin le cynisme de cet assassinat programmé, faisant hisser le drapeau national en haut de son poteau d'exécution. Ce seront d'abord 3 baïonnettes qui traverseront le corps du souverain terrorisé puis il sera achevé par des coups de pistolets dans le front, dessinant macabrement 3 étoiles, le symbole d'unité du pays.

Il est alors 23H15, le coeur de la monarchie Burundaise a cessé de battre pour longtemps.

• Draken •

Michel Micombero



Le président Michel Micombero, déjà fossoyeur de la monarchie, organise en 1972 la répression de la révolte Hutu. Plus de 150 000 d'entre eux seront massacrés dans ce qui s'apparente à un génocide. Le président sera renversé en 1976 par son cousin. Il finira sa vie en exil en Somalie où il s'éteindra d'une crise cardiaque en 1983.

Plusieurs mouvements ont depuis appelé à l'ouverture d'une enquête sur l'assassinat du Roi Ntare V, et la construction d'un mausolée en sa mémoire. Certains n'hésitent pas à souligner les similitudes entre le meurtre de l'ancien souverain en 1972 et celui du président Ndadaye en 1993 qui allait conduire au déclenchement de la guerre civile au Burundi, et du génocide au Rwanda voisin.



DEUX BOUTIQUES

<http://www.rexappeal.org>

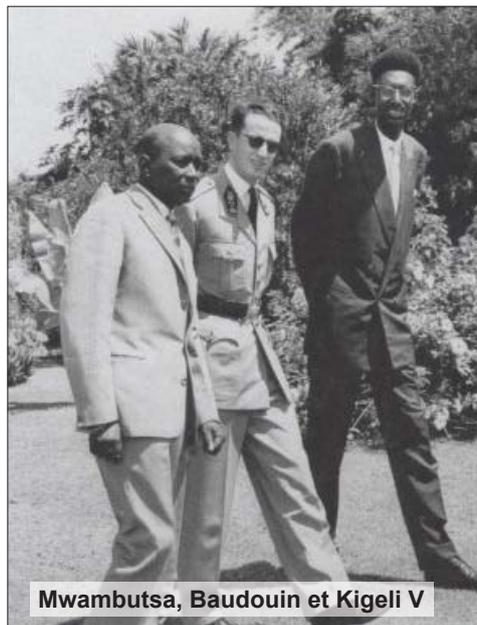
<http://www.rexappeal.net>

Chaque boutique propose des produits et des visuels différents

Le Burundi va connaître deux types de colonisations. La première sera allemande (1883-1916), qui se contente juste d'occuper le pays afin d'avoir une part du gâteau africain et laisse les autorités en place sans réellement intervenir dans les affaires politiques du pays ; la seconde sera Belge (1916-1962) et va décider quelque peu arbitrairement du destin de la monarchie jusqu'à sa chute.

Le Burundi est incorporé dès 1925 au Congo Belge avec le Rwanda, les autorités coloniales avec l'appui de l'église catholique privilégient l'ethnie Tutsi qui dirige le pays depuis le XVIème siècle. Pour les Européens de ce début du XXème siècle, le Tutsi est apparenté à la race supérieure de cette partie de l'Afrique Centrale. Les études occidentales font en effet de lui un Hamite dont l'origine serait éthiopienne ou nilotique. Les textes de l'époque font prévaloir la noblesse de la cour tutsie. Avec sa haute taille, le Tutsi dépasse de 12 centimètres en moyenne son rival Hutu qui possède en outre un nez bien plus court. Cependant personne ne tient compte du fait que les Hutus représentent plus de quatre vingt pour cent de la population Urundaise, ce qui contraste avec le Rwanda voisin ; les rêves de partage du pouvoir commencent cependant à se propager parmi les Hutus des deux pays.

L'Administrateur Territorial Belge à Bururi affirme en 1929 : *"Il est certain que les Batutsi sont plus intelligents, également indifférents, plus brutaux et plus énergiques que les Bahutu ; leur autorité vient beaucoup de ces qualités et même de ces défauts... Placer un Muhutu intelligent à la tête d'une chefferie est toujours risqué d'avance"*. Pierre Ryckmans, Résident de l'Urundi va surenchérir en déclarant : *"Les Batutsi étaient destinés à régner ; leur prestance leur assure déjà, sur les races inférieures qui les entourent, un prestige considérable ; leurs qualités et même leurs défauts les rehaussent encore. [...] Ils sont d'une extrême finesse, jugent les gens avec une infaillible sûreté, se meuvent dans l'intrigue comme dans leur élément naturel. Fiers avec cela, distants, maîtres d'eux-mêmes, se laissant rarement aveugler par la colère, écartant toute familiarité, insensible à la pitié et d'une conscience que les scrupules ne tourmentent jamais. Rien d'étonnant que les braves Bahutu, moins malins, plus simples, se soient laissés asservir sans esquisser un geste de révolte"*. Mais selon Joseph Gahama, « la littérature coloniale a exalté faussement les Batutsi – ou Tutsis –, 'race des rois', en faisant d'eux des gouvernants à tous les niveaux. » (Le



Mwambutsa, Baudouin et Kigeli V

Burundi sous administration belge, éd. Karthala, 1983)

Dès le début de la colonisation, toutes les cartes sont donc en place pour le plus cruel des jeux. En s'emparant du pouvoir, les Belges vont progressivement transformer politiquement et administrativement le pays. En 1938, le Gouvernement Belge déclare : *"Loin d'imposer à ces populations des solutions européennes, nous entendons favoriser les adaptations originales, répondant aux caractères propres et aux traditions qui leur sont chères. Cette conception est conforme aux vœux auxquels nous avons souscrit dans la Charte des Nations, d'aider les peuples dans le libre développement de leurs institutions."* (Interview du Mwami Mwambusta le 10.VII.1972, in *Remarques Africaines* n° 403). Pourtant dès 1933, plus aucun Hutu n'occupe la fonction de chef traditionnel.

Le regroupement des chefferies voulues par l'administration coloniale s'est faite au profit de la monarchie Tutsi puis, en 1934, une carte d'identité mentionnant le caractère ethnique de la personne concernée a été imposées au Burundais. Il n'est donc pas étonnant que le ressentiment hutu face à la monarchie se soit accru de façon considérable durant les vingt ans qui vont suivre. Joseph Gahama résume la situation qui prévaut dans la colonie en affirmant à juste titre que *"la colonisation a déstructuré les sociétés locales en interdisant certaines coutumes [et] accéléré l'occidentalisation des pays dominés."*

La révolution de 1959 au Rwanda, suivie d'un premier génocide (Toussaint Noire) qui va bientôt mettre un terme à la monarchie Tutsie du Roi Kigeri V, le 28 Janvier 1961, met en émoi la cour royale de Bujumbura. Le Mwami Mwambusta IV craint de subir le même sort. En effet, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les mouvements indépendantistes se sont multipliés en Afrique et le Burundi n'est pas épargné. La vie politique en ce début des années soixante est largement dominée par l'Union pour le PROgrès

National (UPRONA) fondée en Septembre 1958 par le Prince Louis Rwagasore, membre de la dynastie royale Tutsi des Ganwas. Il croit fermement en l'amitié entre les deux peuples ; pour preuve, le cofondateur du parti est un Hutu (Paul Mirerekano).



Malgré la victoire de l'UPRONA aux élections législatives d'août 1961 (58 sièges sur 64), le résident colonial ignorera superbement ce résultat et va s'aligner sur la toute nouvelle politique belge en matière de préférence ethnique. Depuis peu, le pouvoir Belge et l'église catholique se sont effectivement rapprochés singulièrement des Hutus. Il est vrai aussi que l'église catholique a toujours su mieux convertir les Hutus que les Tutsis plus rebelles à la Bible. En 1954, l'Archevêque belge de Kigali, Mgr Perraudin déclarait bien volontiers : *"J'estime que ce n'est pas faire de l'opportunisme que de plaider pour la promotion sociale d'une masse dont la dignité humaine n'était pas suffisamment reconnue"*.

Après la brève nomination et l'échec d'un Hutu à la primature, le Prince Rwagasore accède au poste de Premier Ministre le 28 Septembre 1961. Son gouvernement de 15 ministres sera amputé de la Défense réservé de facto à un belge. Les relations avec les colons sont tendues et le 13 Octobre 1961, le Prince Rwagasore est subitement assassiné par un jeune Tutsi manipulé par des membres du Parti Démocrate Chrétien (créé par les Belges pour contrer l'UPRONA). Le Burundi accèdera à l'indépendance le 1er Juillet 1962 mais, encore une fois, ce sont les Belges qui auront tout organisé. Voulant éviter la répétition des événements du Rwanda, ils ont préféré préserver le principe de parité entre les deux ethnies et, en échange, la monarchie a été conservée comme système de gouvernement adjoint à un parlement élu.

Roman Céline décrira ainsi la situation du Burundi à cette époque (article sur la décolonisation belge) : *"en montrant aux Africains le meilleur d'elle-même et en ne voulant pas ternir l'image noble que doit se faire l'homme noir de l'homme blanc, la Belgique a manqué à son devoir : celui d'amener les peuples du*

Ruanda-Urundi à s'administrer eux-mêmes. Au moment de sa décolonisation, le Burundi fait face à une expérience de démocratie inédite – marquée par l'introduction du multipartisme et d'élections au suffrage universel, système – plus que chaotique car non-adapté au peuple burundais – dont elle [la Belgique ndlr] n'a cherché qu'à tirer un maximum de profits. Au bout du compte, le pouvoir colonial a été désastreux pour la société burundaise. Il a introduit – ou renforcé – les idées racistes, créant ainsi une situation de violence. Depuis, la question de partage du pouvoir et l'instauration d'un régime représentatif des opinions de la population est au centre des débats et à l'origine des nombreuses tragédies qui ont parsemé l'histoire de ce pays. Pour garder la totalité du pouvoir, l'élite politique a installé une politique d'élimination systématique de toute forme d'opposition" (Le Burundi de Léopold II - <http://www.ihecs.be>).

• Draken •



Vucomça pense et conçoit des livres destinés au grand public et aux entreprises

Un message à faire passer au travers d'une histoire, un produit à présenter, des clients à remercier ou simplement l'envie d'associer son image à une touche artistique ?

Le livre, pensez-y !

<http://www.vucomca.fr>

16, rue Claude Tillier
75012 Paris

☎ 06 74 18 72 11
sandrine@vucomca.fr

Depuis l'instauration de la république, les princes en exil et leurs partisans sont confinés dans un silence d'autant plus difficile que la situation ethnique devient explosive. La libéralisation progressive leur permet d'incarner une solution indépendante pour un Burundi pluriethnique et enfin apaisé.



Hutus fuyant le Burundi en 1993

Depuis 1972, la République s'est installée durablement dans le pays mais est loin d'être le havre de paix promis par Michel Micombero. Durant 30 ans, pas moins de 10 tentatives de coup d'état auront lieu, réussies ou non.

L'armée continue de jouer un rôle central dans le pays. Composée à l'aube des années 80 à plus de 90% de Tutsis, officiers compris, l'armée a écarté progressivement tous les Hutus de son encadrement. Le 1er Novembre 1976, le Colonel Jean Baptiste Bagaza renverse son cousin de Président lors d'un match de football ; le 3 Septembre 1987, c'est au tour du Major Pierre Buyoya de prendre le pouvoir avec l'accord de l'UPRONA qui craignait une violente purge interne. En Août 1988, c'est entre 5 000 et 20 000 Hutus qui sont massacrés afin d'éviter tout soulèvement.

La famille royale exilée en Europe réclame une enquête internationale mais le Burundi s'y oppose fermement et monnaye le silence des Nations Unies en acceptant d'intégrer dans son gouvernement 12 Ministres Hutus en Octobre 1988. Ce massacre constitue pourtant les prémices d'un génocide à grande échelle, encore à venir. Mais peu restent à l'écoute des princes dispersés de l'ancienne famille royale ; d'autant plus que Mwambusta IV est mort depuis 1977, et que sa succession a fait l'objet de bien des convoitises entre le clan Kamatari et celui de la Princesse Rose Iribagiza alors âgée de 54 ans et épouse en première noce de l'ex-Premier Ministre Muhirwa.

L'ouverture au multipartisme en 1991 est l'occasion pour les monarchistes de redonner de la voix. Le tout nouveau Parti monarchiste de Réconciliation du Peuple

(PRP aussi appelé Parti Royaliste Parlementaire), créé par un ancien intime de Ntare V, va côtoyer le Front Démocratique du Burundi (FRODEBU) ou encore le Parti de libération du peuple Hutu (PALIPEHUTU) contre l'UPRONA jusqu'ici seul parti autorisé dans le pays. L'élection Présidentielle de Juin 1993 porte au pouvoir le Hutu Melchior N'Dadaye. Le mouvement monarchiste et son candidat Hutu Pierre-Claver Sendegeya devront se contenter de 1.44% des voix. Un faible score mais prometteur pour son retour sur la scène politique du pays ; les Mwamis n'ont pas été oubliés.

Le PRP apparait alors clairement comme un mouvement pluriethnique visant la restauration de la monarchie au Burundi. Face à lui et principal concurrent, le FRODEBU, également multiethnique républicain et plus modéré dans ses positions que le PALIPEHUTU. L'UPRONA, qui célèbre chaque année l'anniversaire de la mort du Prince Rwagasore, s'inquiète dans un premier temps de ce renouveau royaliste avant de se rendre compte que le FRODEBU constitue une menace plus importante.

N'Dadaye ne restera pas longtemps au pouvoir. Après avoir échappé à deux tentatives de coup d'état depuis son investiture, le premier Président Burundais Hutu élu est assassiné par des militaires, ainsi que sa famille, le 21 Octobre 1993. Les Hutus sont pourchassés et la répression fera au moins 100 000 morts dans tout le pays. L'UPRONA a repris le pouvoir par les armes et ses caciques — qu'ils soient Hutus ou Tutsis — vont occuper le siège vide de N'Dadaye. Son successeur, le Président Cyprien Ntaryamira sera dans l'avion présidentiel au côté de son homologue Rwandais ce 6 Avril 1994.



Intronisation de Mwambutsa à 3 ans (1915)

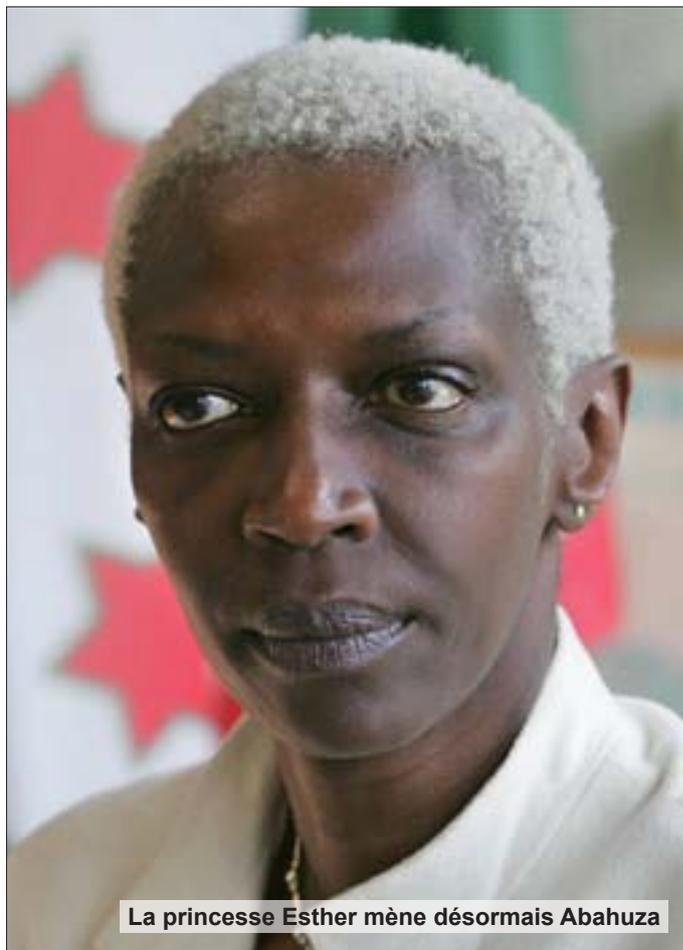
L'avion n'atterrira jamais à Kigali. De part et d'autre de la région des Grands Lacs, le génocide a commencé et il va faire des millions de morts. Le pays sombre dans la guerre civile, entrecoupée de coups d'état, dont celui de 1996 qui ramène Buyoya au pouvoir.

Et les monarchistes dans tout ce capharnaüm politique ? Le PRP a le vent en poupe avec un leader très actif, Mathias Hitimana. C'est un des rares partis à ne pas avoir été impliqués dans le génocide ou dans les autres crimes d'état. Certains officiers Tutsis se prononcent même pour le rétablissement de la monarchie. Le gouvernement se voit contraint de signer un accord de réconciliation le 4 Août 2000 en présence de membres de la famille royale. Quinze jours plus tard, Pierre Buyoya échappe à une tentative de putsch orchestré par les cadets de l'école militaire de Muzinda ; la guerre n'est pas encore terminée.

Le 29 Avril 2001, les monarchistes commémorent officiellement le décès du souverain assassiné en présence d'officiels du gouvernement et de la Reine-mère Nyarare. Buyoya octroie même le poste de Ministre des Mines à Mathias Hitimana avant de le limoger un an plus tard, après que le leader royaliste se fut rallié la rébellion. L'accord de transition qui prévoit une présidence tournante ne fait aucune place aux héritiers de la dynastie. Pierre Buyoya se retire en Juillet 2003 et Mathias Hitimana meurt brutalement quelques mois plus tard.

C'est le Prince Godefroid Kamatari qui reprend le flambeau de la lutte pour le rétablissement de la monarchie, le but étant alors avant tout de replacer la famille royale sur l'échiquier politique au Burundi. Ce neveu de Mwambusta IV fonde le mouvement Abahuza (*Viens Autrement*), également connu sous le nom de Parti pour la Restauration de la Monarchie et du Dialogue au Burundi.

Le Parti Monarchiste Parlementaire a de son côté succédé au PRP après l'adoption de la nouvelle constitution en 2001. Loin de s'accorder, le PMP et Abahuza vont s'affronter lors des élections générales de 2005. Abahuza est emmené par la princesse Esther Kamatari, soeur du prince Godefroid Kamatari (décédé en 2005) et de six ans son aînée. La Princesse est loin d'être une inconnue. Mannequin international et égérie de la marque Jean-Luc François, écrivain, elle a fondé l'Association des Burundais de France en 1990. Rentrée au Rwanda en mai 2004, la princesse bénéficie d'une grande médiatisation sur le plan national mais aussi et surtout international. Outre les divisions entre le PMP et Abahuza, certains membres du PMP et la



La princesse Esther mène désormais Abahuza

prétendante au trône Rosa Iribagiza, soeur du défunt roi Ntare V, choisissent de rallier Pierre Nkurunziza, l'ancien rebelle Hutu du Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie (CNDD- FDD).

Recourir à la monarchie constitutionnelle pour permettre la réconciliation nationale, tel est le message que véhicule la campagne de la princesse Esther, et de ses concurrents du PMP. Aucun n'obtiendra les résultats escomptés mais l'implantation est toutefois réelle ; le mouvement Abahuza obtient 1% des voix aux élections législatives, et un élu aux élections communales.

La Princesse Esther Kamatari poursuit ses activités politiques au Burundi mais aussi en France où elle est élue en 2008 conseiller municipal de la ville de Boulogne-Billancourt sur une liste UMP. De son côté le PMP, adhérent depuis 2008 à la Conférence Monarchiste Internationale, ne dispose d'aucun élu local. La princesse Rosa Iribagiza a quant à elle été élue député sous les couleurs du CNDD-FDD ; elle a notamment demandé en 2009 la réouverture d'une enquête officielle sur l'assassinat de son frère le Roi Ntare V.

• Draken •

Guillaume Ruzviyo est le président du Parti Monarchique Parlementaire, ou ABAGENDERABANGA. Il répond avec franchise aux questions de Draken sur le rôle de la Belgique dans la chute de la monarchie, sur les raisons de l'instauration de la république, sur le renouveau du monarchisme au Burundi et enfin sur les divisions qui fracturent encore aujourd'hui ses composantes.

Peut-on dire aujourd'hui avec le recul qui s'impose qu'il y a eu une manipulation de la part des Belges et une certaine volonté d'abattre la monarchie lors de l'indépendance accordée au Burundi ?

L'indépendance du Burundi et du Rwanda en 1962, ou celle du Congo une année plus tôt, s'est faite dans la précipitation, sans grande préparation. Souvenons nous qu'en 1955, le professeur Van Bilsen qui préconisait l'indépendance du Congo belge dans les 30 ans à venir passait pour trop progressiste dans les milieux politiques belges. C'est dire que quand le vent de l'indépendance souffle sur cette région dans les années 1958, les Belges sont plutôt pris de court et doivent adapter rapidement leur politique à cette nouvelle donne.



Mwambutsa IV, ses fils et le Résident belge

Jusque là en effet, la plus grande préoccupation des Belges en ce qui concerne l'administration intérieure des territoires sous leur responsabilité était de disposer d'autorités 'indigènes' qui leur sont totalement soumises, sans devoir pour cela remettre en cause le système de gouvernance en place, c'est-à-dire la monarchie pour le Burundi et le Rwanda. Quand il devient évident que l'indépendance est inéluctable à très court terme, il s'agit pour les Belges de sauvegarder et pérenniser leur influence et leurs intérêts après l'indépendance de leurs possessions. Au Congo belge, cela aboutit à l'élimination physique de Patrice Lumumba jugé hostile aux intérêts belges. Au Rwanda, 'la révolution sociale' hutu encadrée soigneusement par l'administration coloniale et l'Eglise catholique aboutit à la suppression de la monarchie et à la prise de pouvoir par un parti politique à caractère ethnique Hutu, le Parmehutu. Le Burundi ne pouvait pas échapper à cette volonté des Belges d'installer un pouvoir qu'ils contrôlent.

Ici, le paysage politique est dominé par deux courants : Le premier courant réclame l'indépendance dans les plus brefs délais. Il est dominé par le parti UPRONA dirigé par le prince Louis Rwagasore, le fils du roi régnant Mwambutsa IV. Le deuxième courant prône

l'indépendance retardée, afin que la Belgique ait le temps de faire progressivement les réformes politiques et socio-économiques qui permettront au Burundi indépendant de s'auto-suffire. Ce courant est dominé par le PDC dirigé par les princes Jean Ntindereza et Joseph Birori, tous les deux fils du prince Pierre Baranyanka, le chef de file du clan des BATARE.

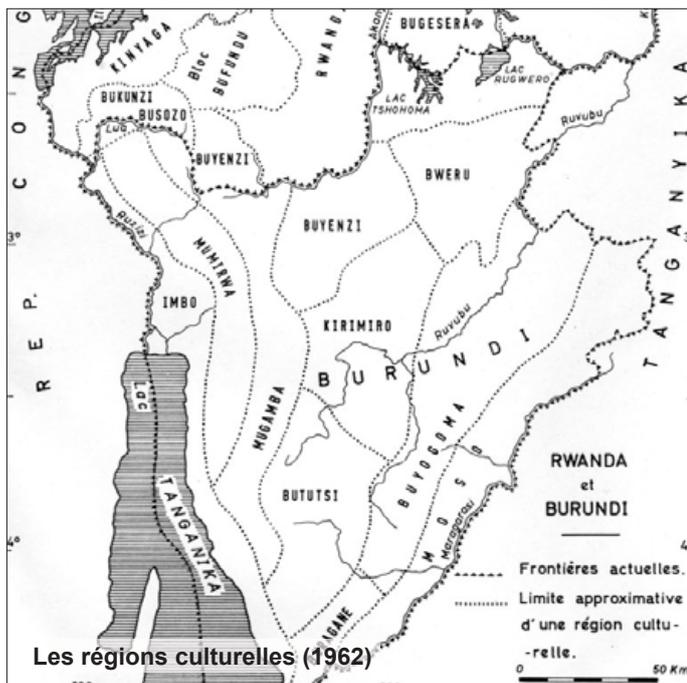
Cependant, la pression de l'ONU, dont le Burundi comme le Rwanda sont sous tutelle, oblige la Belgique à consentir une ouverture vers l'autodétermination. Très vite, il apparaît que les autorités coloniales belges soutiennent activement le PDC, qui va former un Front Commun de plusieurs partis pour mieux combattre l'UPRONA. Grâce aux

stratagèmes des Belges, qui vont notamment assigner le prince Rwagasore en résidence surveillée pendant les élections communales de décembre 1960, le Front Commun remporte la victoire.

Mais, lors des élections législatives de septembre 1961 qui vont avoir lieu sous la supervision de l'ONU, c'est le parti UPRONA qui remporte 80% des sièges. Le prince Rwagasore devient Premier Ministre, et est appelé à former le gouvernement qui va conduire le Burundi à l'indépendance. Moins d'un mois plus tard, le 13 octobre 1961, il est assassiné avec la complicité des leaders du PDC. Malgré la disparition de ce leader charismatique, le Burundi accède à l'indépendance le 1^{er} juillet 1962 sous la houlette du parti UPRONA et sous la forme d'une monarchie constitutionnelle, c'est-à-dire contre toute attente de la Belgique. Nous pouvons donc affirmer sans risquer de nous tromper que la volonté de la Belgique d'abattre la monarchie burundaise était bien réelle.

En quoi les actions du prince Rwagasore gênaient-elles les autorités Belges dans l'émancipation du Burundi ?

Elles gênaient les autorités Belges sous plusieurs aspects : le prince Rwagasore était le fils aîné du roi Mwambutsa IV et l'aura dont jouissait ce monarque dans le Burundi profond ne pouvait que rejaillir



inévitablement sur le fils. Dans un pays profondément monarchiste comme le Burundi, toute directive émanant du fils était considérée comme la volonté cachée du père même si ce dernier affirmait, sans convaincre, qu'il était "au dessus des partis politiques". Face donc au Prince Rwagasore, résolument nationaliste, charismatique de surcroît, les Belges sentaient, avec raison, que la partie engagée pour donner la victoire au Front Commun était loin d'être gagnée. La victoire de l'UPRONA aux législatives de 1961 leur a donné raison. Dans leurs stratégies pour installer un pouvoir post indépendance 'docile', le Prince Rwagasore apparaissait donc comme l'obstacle à éliminer.

Dans les villes, les cités et les centres extra-coutumiers, le Prince Rwagasore jouissait d'une grande popularité grâce aux coopératives qu'il avait créées, dont le succès gênait les maisons commerciales métropolitaines ou celles des Asiatiques, tout en créant une classe moyenne nationaliste, gagnée à la cause de l'UPRONA. Les autorités belges finiront d'ailleurs par supprimer les coopératives du Prince Rwagasore en 1959.

Le Prince Louis Rwagasore avait développé des amitiés avec des leaders politiques de la région qui étaient connus pour leurs positions anti-colonialistes, et qui soutenaient son parti. Il s'agit notamment de Mwalimu Julius Nyerere du Tanganyika Territory. C'est par le Tanganyika Territory que le prince Rwagasore a pu clandestinement envoyer des leaders de l'UPRONA défendre la cause de l'indépendance devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies. C'est au Tanganyika Territory que certains upronistes recherchés pour leur

activisme se sont réfugiés, notamment quand le prince a été placé en résidence surveillée.

Quelles sont les raisons exactes qui ont poussé les militaires à renverser le régime du Mwami Mwambutsa ? On parle de règlements de comptes au sein de la famille royale et de l'Uprona ?

D'abord, dans ces années là, les coups d'état militaires en Afrique étaient dans l'air du temps. Un peu partout (Ghana, Egypte, Libye, etc.) des militaires sortaient des casernes et renversaient les pères fondateurs ; les raisons étaient multiples et souvent spécifiques à chaque pays. Cependant, il paraîtrait que le renversement de régimes de type monarchique était plutôt bien vu par le Secrétaire Général de l'OUA, Diallo Telli qui les considérait comme des régimes rétrogrades. En un bon ressortissant de la Guinée de Sekou Toure qui apparaissait à cette époque comme le modèle révolutionnaire à suivre pour la jeune élite africaine idéaliste, Diallo Telli aurait encouragé les jeunes officiers des pays monarchiques lors de ses tournées à renverser les Chefs d'Etat. Ce ne serait donc pas un hasard si le coup d'état du Capitaine Michel Micombero qui renversa le jeune Mwami Ntare V le 28 novembre 1966 s'est déroulé quelques jours après le passage de Diallo Telli à Bujumbura.

Le roi Ntare V avait été intronisé à peine 3 mois plus tôt. Etant rentré au Burundi au début de l'année 1965 en qualité de Prince héritier du trône pendant que son père était encore en convalescence en Europe, il avait été happé par des flagorneurs et des manipulateurs qui l'ont convaincu de remplacer son père. Il avait été intronisé à la hâte alors que le Mwami Mwanbutsa avait déjà annoncé son retour pour dans quelques jours. Toujours est-il que le coup d'état du Capitaine Micombero s'est déroulé alors que Ntare V était en visite officielle au Congo Kinshasa.



Mwambutsa IV reçoit le Secrétaire d'Etat U.S. (1964)

A mon avis, dire que ce sont les militaires qui ont renversé la monarchie est trop simpliste. En réalité, on peut affirmer que les cerveaux du coup d'état étaient des civils, qui ont utilisé les gens d'armes. On dit même qu'au départ, Micombero était très réticent pour opérer un coup d'état, mais que ce sont des civils qui ont fini par le convaincre. Cela est très possible : n'avait-il pas pris femme dans la famille royale ?

Parmi les personnalités politiques les plus cités comme les véritables organisateurs du coup, il y a Jean Ntiruhwama qui est devenu Ministre de l'Intérieur dans le premier gouvernement républicain et Artémon Simbananiye, Ministre des Affaires Etrangères. Comme raison d'abattre la monarchie, certains avancent le désir de revanche des Hima, un clan Tutsi qui aurait été pendant longtemps méprisé et écarté par le roi et les Ganwa, c'est-à-dire les membres de la famille royale. Ntiruhwama, Micombero et même Simbananiye appartenaient de fait au clan Hima.

A voir comment la République installée par Micombero et ses successeurs Bagaza et Buyoya, tous Hima de Bururi, est restée un régime militaro-civil strictement clanique Hima, beaucoup pensent que cette raison a été prépondérante.

Dire que le coup d'état de Micombero résulte d'un règlement de compte au sein de la famille royale ou de l'UPRONA, cela n'est pas fondé. Certains affirment que quelques membres influents de la famille royale ont été mis au courant du plan de renversement de la monarchie, et qu'ils auraient accepté de soutenir ce mouvement contre des postes juteux dans le gouvernement républicain. Cela est possible si l'on observe la précipitation avec laquelle le jeune roi Ntare a été intronisé pour écarter définitivement son père Mwambutsa dont le retour annoncé aurait fait capoter les plans du coup d'état.

Pour y arriver quelques membres de la famille royale ont certainement dû être impliqués. Mais cela est à mettre plus sur le compte de la cupidité humaine et de la soif de pouvoir individuelle que sur un quelconque règlement de compte entre membres de la famille royale. Il en est de même, à mon avis, d'un éventuel règlement de compte entre certains Upronistes.

Avant son départ pour le Congo Kinshasa, le roi Ntare V a signé un décret qui instituait le parti UPRONA comme parti unique au Burundi. Cela démontre que les upronistes ont de toutes les façons gardé une influence très forte, jusque même dans l'entourage rapproché du roi, et que les éventuelles frictions n'étaient pas très visibles.

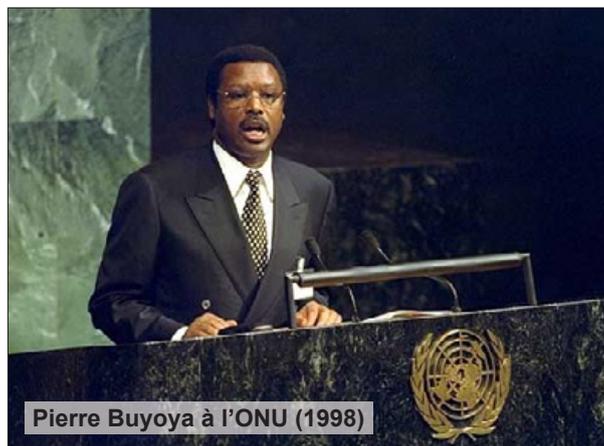
L'assassinat du Mwami Ntare V était-il justifié dans la mesure où les chances de restauration semblaient ne pas être en sa faveur ?

Pour les tombeurs de la monarchie, l'assassinat du Mwami Ntare V était justifié. Depuis le 28 novembre 1966, date du coup d'état, Micombero et ses proches vivaient dans une véritable hantise d'un retour du roi, qui aurait reçu le soutien de l'ensemble de la population burundaise, Hutu, Tutsi, Ganwa et Twa confondus pour le remettre sur le trône. Contrairement à la monarchie rwandaise ressentie comme Tutsi et agissant comme telle, la monarchie burundaise intégrait toutes les composantes de la nation. Au Burundi, un adage disait que 'le roi n'a pas d'ethnie'. Autour du roi ou des princes dirigeant des chefferies gravitaient les différentes ethnies. Il y avait même beaucoup de chefs de chefferies qui étaient de simple extraction Hutu ou Tutsi. Pour dire que la monarchie burundaise avait un ancrage profondément populaire.

De plus, le nouveau pouvoir redoutait une élite civile et militaire non Hima, surtout celle en provenance de Muramvya le berceau de la royauté, au centre du pays. Les Hima, dans leurs efforts pour se faire accepter par la population comme les nouveaux maîtres du Burundi alors qu'ils étaient traditionnellement méprisés par tout le monde ont compris qu'il fallait supprimer le symbole le plus visible de la monarchie, c'est-à-dire le dernier roi régnant Ntare V.

Avant de passer à l'acte le nouveau pouvoir a d'abord monté un faux coup d'état en 1971, qu'il a mis sur le compte

des gens de Muramvya et de leurs proches afin de les éliminer. Des officiers et des intellectuels de valeur furent arrêtés et condamnés à mort. C'est de justesse qu'ils échappèrent à ce sort. En 1972, c'est Simbananiye qui a monté l'opération qui a ramené l'ex roi Ntare à Bujumbura au mois de mars, alors qu'il était en visite d'affaires chez Idi Amin, le Président de l'Ouganda. Ntare V fut exécuté le 29 avril 1972 à Gitega. Même



Pierre Buyoya à l'ONU (1998)

si on ne peut pas affirmer qu'il y avait un mouvement organisé pour la restauration de la monarchie à cette période, on peut quand même dire qu'il existait un grand courant populaire de sympathie envers la monarchie qui ne demandait qu'à s'extérioriser, et c'est de cela dont le nouveau pouvoir avait peur. Sans vouloir être trop optimiste, on peut croire que ce courant existe encore aujourd'hui, peut-être moins fort qu'à cet époque, mais il existe quand même.

En 1992, quand Mathias Hitimana a voulu créer le Parti Royaliste Parlementaire (PRP), le Président Buyoya a refusé. A des amis, il a même dit qu'un parti royaliste était dangereux et pouvait même battre l'UPRONA, parce que, a-t-il dit, "tout Burundais est monarchiste dans son cœur".

Le Parti Royaliste Parlementaire fut l'un des premiers mouvements reconnus à l'ouverture du multipartisme, obtint même des postes gouvernementaux sous la présidence de Buyoya. Mais aujourd'hui, les royalistes du Burundi tout comme la famille royale sont divisés entre le Parti Monarchiste Parlementaire et Abahuza, voire ont rejoint d'autres partis tel le CNDD-FDD. Pourquoi donc cette division et qu'est ce qui différencie le PMP d'Abahuza ?

Pour rappel, le PRP qui est entré au gouvernement pendant la période de la transition ne s'appelle pas Parti Royaliste Parlementaire mais Parti pour la Réconciliation du Peuple, un parti républicain comme tous les autres partis qui existaient à cette époque. Le Parti Royaliste Parlementaire n'a jamais vu le jour officiellement, d'autant plus que la Constitution de cette époque interdisait expressément l'existence de partis à caractère monarchique.

Il faudra attendre l'Accord d'Arusha de 2000 et la Constitution qui en est sorti, en stipulant clairement que "tout parti ou mouvement qui lutte pacifiquement pour la restauration de la monarchie peut exister" (article 5) pour voir la création de partis à caractère monarchique.

Deux partis sont nés : Le Parti Monarchiste Parlementaire (ABAGENDERABANGA) et le Parti pour la Restauration de la Monarchie et le Dialogue (ABAHUZA). Fondamentalement, il n'y a pas une différence idéologique entre ces deux partis. Tous les deux veulent militer pour la monarchie. Tous les deux militent également pour la réhabilitation de la communauté ethnique Ganwa, qui a été exclue des communautés ethniques existant au Burundi par l'Accord d'Arusha. En effet, aujourd'hui, la constitution

nationale qui en est issue reconnaît seulement comme ethnies existantes les Hutu, les Tutsi et les Twa, alors que culturellement et historiquement, les Gamwa constituaient aussi une communauté ethnique à part.

Sans entrer dans les détails, je dirais que la création de deux partis monarchistes différents a été le résultat d'une divergence d'approche et de vision du concept monarchique par les fondateurs de ces partis. D'où une divergence de stratégies et de méthodologie. Cependant, aujourd'hui, les relations entre les deux partis sont au beau fixe. Aujourd'hui donc, les monarchistes du



Burundi ont le choix entre le PMP et le PRMD. Ce n'est pas une mauvaise chose en soi, au contraire. La question est celle des pseudo monarchistes qui vont chercher pitance dans les autres partis, surtout dans le parti au pouvoir, le CNDD-FDD. Pour y parvenir, ils sont obligés d'endosser la veste tutsie et sont nommés dans les différents postes, à l'Assemblée Nationale ou au Sénat en tant que Tutsi. Cela affaiblit considérablement notre revendication de la réhabilitation de la communauté ethnique Ganwa.

La princesse Esther Kamatari a participé à la dernière élection présidentielle de 2005. Son score peut-il être considéré comme un échec ? Les chances de restauration sont elles possibles au Burundi ?

La princesse Esther Kamatari n'a pas participé à l'élection présidentielle de 2005. Elle a juste fait une déclaration d'intention de participer à cette élection, à partir de Paris. Cette déclaration, très largement médiatisée, a été reprise par de nombreux journaux, mais la princesse n'a pas dépassé ce stade. Elle n'a donc pas enregistré un score quelconque, dans la mesure où elle n'était pas partie prenante de ces élections. Il n'en aurait pas été autrement puisque le Président de la République devait être élu par l'Assemblée Nationale et le Sénat réunis. Il fallait donc avoir suffisamment de députés et de sénateurs pour prétendre à ce poste. C'est pourquoi d'ailleurs, au moment des présidentielles,

tous les grands partis tel que le FRODEBU ou l'UPRONA se sont désistés. L'unique candidat aux présidentielles a été Pierre Nkurunziza.



Paul Wolfowitz et Pierre Nkurunziza (2007)

Aujourd'hui, les chances d'une restauration de la monarchie sont difficiles à évaluer. Jusqu'aujourd'hui, il n'y a aucun parti politique monarchiste qui a réellement disposé de moyens suffisants pour installer matériellement les structures d'un parti politique sur tout le territoire national par exemple, et ensuite mener une campagne en règle. Les monarchistes existent vraiment, autant parmi la haute classe et la moyenne classe que dans la masse rurale. Seulement ils ont besoin d'être rassemblés. Cela demande des moyens qui ne sont pas encore disponibles. Cependant, beaucoup de personnes sont convaincues, surtout parmi les intellectuels, que l'idéologie monarchiste au Burundi constitue la meilleure voie pour l'unité nationale. En effet, la guerre civile a opposée les Hutu et les Tutsi, les deux principales ethnies du pays. Or, tout le monde sait que pendant les 4 siècles que la monarchie a duré, il n'y a jamais eu de guerre à caractère ethnique. De plus les rois ont toujours pratiqué une politique qui intégrait toutes les composantes de la population jusque dans les plus hautes sphères du pouvoir, sans aucune

exclusion. Cette méthode de gouvernement est même aujourd'hui donnée comme modèle à suivre dans tous les forum et les débats de sensibilisation à la paix et à la réconciliation nationale.

Pouvez-vous nous parler des actions et les engagements du PMP au sein de la vie politique et sociale ?

Dès son agrégation officielle, le 12 janvier 2005, le PMP s'est crée une place particulière dans la vie politique nationale par son caractère monarchiste engagé. Il a été présent dans tous les débats politiques, et il est suffisamment connu dans les milieux politiques et intellectuels du pays. Le PMP est aussi connu pour ses positions concernant la question ethnique au Burundi. Le PMP ne cesse de revendiquer la place de la communauté ethnique Ganwa au côté des autres communautés ethniques. Par plusieurs correspondances et déclarations, cette revendication a été portée à la connaissance de toutes les instances politiques nationales, aux ligues des droits de l'homme et à la Médiation des Nations Unies présente au Burundi.

Ainsi par exemple, lors des déplacements en Europe du Président de la République et du Président du Sénat, des représentants du PMP les ont interpellés publiquement sur cette question, à Paris et à Bruxelles.

A l'occasion de chaque anniversaire de l'assassinat du Mwami Ntare V, le 29 avril, le PMP publie un communiqué de presse qui est largement médiatisé dans la presse tant écrite que parlée. A cette occasion, le PMP ne cesse de réclamer la lumière sur les mobiles et les auteurs de l'assassinat du roi, l'identification de l'endroit où il a été secrètement enterré, ainsi que l'organisation d'une sépulture digne. A l'occasion de l'anniversaire de cette année, le PMP a été l'initiateur d'un Communiqué de presse conjoint avec le PRMD.

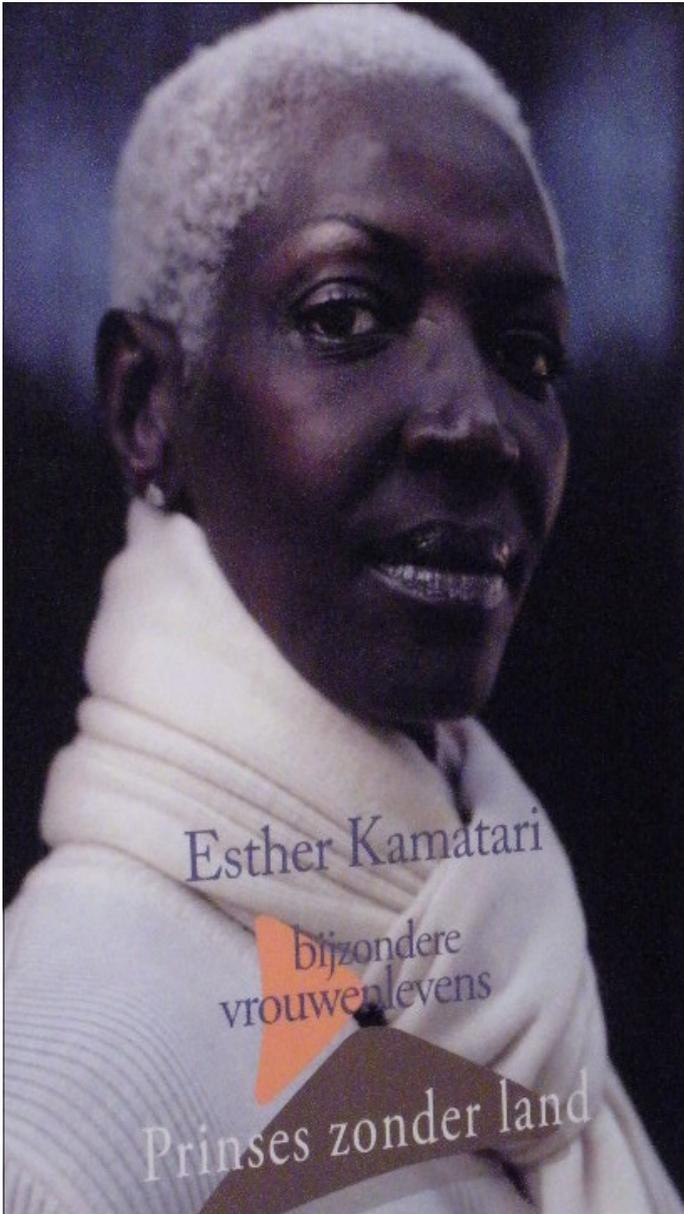
A chaque anniversaire de l'assassinat du prince Louis RWAGASORE qui est devenu le héros officiel de l'indépendance du Burundi, le 13 octobre, le PMP se doit d'aller s'incliner sur sa tombe aux côtés des plus hautes autorités du pays et dépose une gerbe de fleur. Au niveau social, le PMP est présent dans tous les événements sociaux de la communauté Ganwa.

CONCEPTION & REDACTION
 supports de communication •
 journaux d'entreprise •
 rapports d'activité •

business impact
 agence conseil en communication

01 39 79 75 97
 gdepemare@businessimpact.fr

Ancien mannequin et écrivain, exilée en France, la princesse Esther Kamatari s'est jetée avec passion dans la politique. Désormais à la tête du parti Abahuzza, elle répond aux questions de la Toile.



Est-il judicieux d'affirmer que la chute de la monarchie au Burundi va s'opérer en 3 actes principaux ? Avec en premier lieu l'indépendance accordée au Burundi, le coup d'état qui dépose le Mwami Mwambusta IV et enfin l'assassinat du Roi Ntare V qui met fin à toute chance de restauration dans le pays.

En réalité la chute de la monarchie s'est opérée en plusieurs étapes, à savoir : La Colonisation, la destruction du système en place et la mise en place d'un système de gouvernance imposé par le colonisateur.

Le Système "diviser pour régner" qui préparait l'après indépendance car il assurait déjà au colonisateur de continuer à diriger le pays à travers des relais/pions mis en place.

L'Indépendance n'a été qu'une façade présentée au Burundais et au monde. Le pays qui leur était remis ne ressemblait plus en rien à celui envahi par le colonisateur quelques dizaines d'années auparavant. Donc, essentiellement une mise en scène. Officiellement les burundais sont indépendant mais la réalité est toute autre. Pendant de nombreuses années, leur destinée continuera d'être dictée de la / des capitale(s) occidentale(s). Les assassinats du Prince Rwagasore, du Prince Kamatari, l'exil du Roi, le coup d'état, l'assassinat du Roi Ntare V n'ont été que des épisodes de la mise en scène. La suite de l'histoire : les Guerres fratricides qui ont déchiré le tissu social, qui ont ébranlé le pays et l'ont mis à genoux.

Aujourd'hui nous avons un pays dévasté par la guerre, la faiblesse institutionnelle, la pauvreté et qui a du mal à se relever. La chute de la monarchie s'est donc déroulée en plusieurs étapes, et n'a pas touché la seule monarchie. Elle a ébranlé la nation burundaise entière, car construite autour de cette monarchie. Le rôle de la Belgique en tant que nation colonisatrice est indéniable.

La question que nous sommes en droit de nous poser est de savoir si le colonisateur visait la chute de la seule monarchie ou de la nation entière. Malheureusement, les burundais qui auront prêté main forte au colonisateur auront creusé leur propre tombe. Beaucoup auront perdu les leurs, leur biens, voire leurs propres vies dans le processus.

Peut-on dire aujourd'hui avec le recul qui s'impose qu'il y a eu une manipulation de la part des belges et une certaine volonté d'abattre la monarchie lors de l'indépendance accordée au Burundi?

Sans l'ombre d'un doute ! Non seulement d'abattre la monarchie mais à travers elle, d'abattre la nation burundaise. Car la même Belgique qui s'acharnait contre la monarchie burundaise, l'était elle-même, et l'est toujours ! Elle a tout fait pour préserver ce qu'elle n'a pas permis au Burundi d'avoir : une stabilité politique et sociale à travers une monarchie dans laquelle toute la nation se retrouvait.

En quoi les actions du Prince Rwagasore gênaient-elles les autorités Belges ?

Les autorités belges étaient gênées par un Prince royal qui défendait les intérêts de son peuple, et qui

s'identifiait à celui-ci. Elles étaient gênées par un Prince qui croyait réellement à l'indépendance de son pays, et qui ne se prêtait pas à la manipulation du colonisateur.

Quelles sont les raisons exactes qui ont poussé les militaires à renverser le régime du Mwami Mwambusta ? On parle de règlement de compte au sein de la famille royale et de l'UPRONA ?

Les raisons étaient tout simplement politiques. Les instigateurs du coup voulaient le pouvoir. C'est tout. Les règlements de compte existent dans toutes les entreprises humaines, familiales et politiques. Elles ne se terminent pas toutes par des assassinats ! Ici, l'engouement pour le pouvoir a dépassé toutes les autres considérations, et la fin a justifié les moyens en exploitant les différends qui existaient. Le fait qu'ils n'ont pas pu proposer et mettre en place un projet de société viable montre qu'ils n'avaient pas d'autres raisons que de satisfaire leurs ambitions politiques personnelles.

Quels souvenirs gardez-vous de cette période trouble dont votre famille a beaucoup souffert notamment avec la disparition tragique de votre père, le Prince Kamatari ? La disparition d'un parent est toujours très douloureuse pour n'importe quel enfant...

Le Parti Royaliste Parlementaire fut l'un des premiers mouvements reconnus par l'ouverture au multipartisme ; il obtint même des postes gouvernementaux sous la présidence de Pierre Buyoya. Mais aujourd'hui les royalistes du Burundi tout comme la famille royale sont divisés entre le Parti Monarchiste Parlementaire et Abahuzza, voire ont rejoint d'autres partis politiques tel le CNDD-FDD.

Malheureusement, les histoires de trahison et de division ne sont pas nouvelles dans notre pays et sont liées aux personnalités impliquées. Elles illustrent simplement le manque de vision et d'intégrité des concernés, royalistes ou non, mais elles ne changent en rien la vérité !

Votre faible score lors de la dernière élection présidentielle à laquelle vous avez participé en 2005 peut-il être considéré comme un échec ? Les chances de restauration sont-elles possibles au Burundi et si restauration il y a, la monarchie peut-elle être un gage d'unité dans un pays qui a souffert d'une terrible guerre civile ethnique ?

Premièrement, perdre une bataille ne veut pas dire perdre la guerre. Deuxièmement ce qu'il faut aujourd'hui, c'est bien plus que la restauration de la monarchie ; il s'agit de la restauration et de la reconstruction de toute une nation. Ensuite la tâche

de restauration de la nation et du tissu social incombe à tous les burundais, toutes composantes ethniques et toutes classes sociales confondues. Enfin il revient aux burundais de choisir le système de gouvernance qui leur permettra d'atteindre cet objectif.

Après tout, la monarchie n'a jamais été une imposition aux burundais, mais un style de vie, un choix de société. C'est ainsi qu'ils ont pu vivre ensemble pendant plus de 300 ans !

• propos recueillis par **Draken** •



Esther Kamatari et Alain Zirah

La princesse et l'engagement

La Princesse Kamatari a fondé l'Association des Burundais de France en 1990 dont la vocation est essentiellement humanitaire.

En 2002, elle déclarait au journal 'Le Grioo' : "L'urgence est arrivée après 1993 avec la guerre civile ; j'ai choisi la cause des orphelins parce c'est ce que je suis moi-même". En 1995, elle lancera avec succès l'opération 'un enfant par rugo' qui permettra à 500 orphelins des deux ethnies de trouver une famille d'accueil. L'Association des Burundais de France est actuellement située au 60 Rue Belle Feuille à Boulogne Billancourt (92100).

La Princesse a été élue au poste de Conseiller Municipal à la Solidarité Internationale pour l'Union pour un Mouvement Populaire à la Mairie de Boulogne Billancourt.

Sur le site <http://www.sarkozy.fr/video/index.php?intChannelId=14>, la Princesse Kamatari explique pourquoi elle a décidé de rejoindre le Parti de Nicolas Sarkozy.



Gyanendra

Népal, le 18 octobre 2009 : L'ex-Premier ministre (5 fois nommé à ce poste) appelle publiquement à la restauration de la monarchie lors d'un débat politique télévisé et annonce que le Roi déposé Gyanendra rencontrera la dirigeante indienne Sonia Gandhi, présidente du parti du Congrès pour discuter de cette éventualité. L'Inde n'a jamais fait mystère de sa volonté de voir le souverain restauré

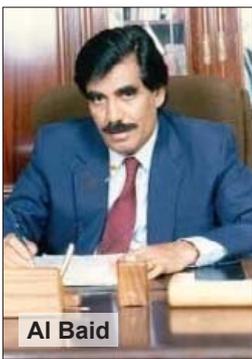
dans son rôle constitutionnel. Le gouvernement actuel du Népal a d'ailleurs officiellement remis, le 20 Novembre, au Roi destitué âgé de 63 ans, un passeport diplomatique lui permettant de voyager à travers le monde.



Mutembere

Ouganda, le 19 octobre 2009 : Couronnement de Charles Mutembere, Roi du Rwanda. Parmi les invités, on remarquait la présence de l'opposant et candidat à l'élection présidentielle de 2010 Kizza Besigye. Celui-ci a déjà reçu le soutien des royalistes Bougandais. Le Rwanda avait brièvement déclaré son indépendance entre 1963 et 1964 avant de perdre son statut de royaume sous la Présidence

de Milton Obote. C'est par décision présidentielle que le Roi âgé de 3 ans au moment de la déclaration d'indépendance a retrouvé son statut et ses prérogatives.



Al Baid

Yémen, le 19 octobre 2009 : Alors que les forces du gouvernement fédéral yéménite ont investi la capitale des rebelles royalistes, Saada, ces derniers ont reçu le soutien inattendu du Président en exil de l'éphémère République Démocratique du Yémen, Ali Salem Al Baid. Celui-ci, de tendance marxiste, a appelé l'ONU à organiser un référendum sur l'avenir du Sud Yémen et qualifié l'armée nordiste de "force d'occupation". Ali Salem Al Baid avait proclamé l'indépendance du Sud-Yémen en Mai 1994 avant de devoir s'exiler à la chute de sa capitale Aden quelques semaines plus tard. Il réside depuis dans le Sultanat d'Oman, son intervention en faveur des rebelles pourrait remettre en

cause son statut de réfugié dans ce pays.

Botswana, le 20 octobre 2009 : le Roi des Bamangwato, Sir Ian Khama V, a été réélu au poste de Président du Botswana après la victoire de son parti, le Botswana Democratic Party, aux élections législatives. L'ethnie Bamangwato est la principale ethnie du pays (avec les San ou Bushmen) dont l'actuel souverain est le fils du père de l'indépendance, Seretse Khama. Ce pays est l'un des rares pays en

Afrique à connaître une pleine stabilité politico-économique depuis son indépendance en 1966. Brillant officier, Vice-Président connu pour ses tendances autoritaires, Ian Khama a accédé au poste de Président de son pays le 1er Avril 2008. Son frère, le Prince Seretse Tshekedi a été élu député de Serowe.



Khama V

Commonwealth, le 2 novembre 2009 : Dix ans près le référendum qui approuva le maintien de la monarchie en **Australie**, un récent sondage a révélé que si ce même référendum avait eu lieu en 2009, 59% des personnes interrogées voteraient pour l'installation d'une République. Lors de sa prestation de serment le 3 décembre 2007, le Premier ministre Kevin Rudd avait refusé publiquement de prêter allégeance à la souveraine. Le prince William, pressenti pour occuper le poste de gouverneur général de l'Australie, a entamé avec succès en décembre une tournée du territoire, l'occasion pour le petit-fils de la Reine de galvaniser les soutiens royalistes au sein de ces populations.



William

Au **Canada**, ce sont près de 80% des Québécois qui "pensent la monarchie inutile au Canada". Un sondage réalisé alors que le prince Charles était en visite dans le pays. M. Robert Finch, Président de la Ligue Monarchiste du Canada a déclaré en retour : "Ces gens-là ne sont pas intéressés à une république du Canada, ils sont intéressés à une république du Québec."



Michaëlle Jean



CultureMag, la culture en liberté

<http://www.culturemag.fr>

Découvrez le premier magazine culturel absolument libre sur Internet. Notre credo est de défendre la liberté d'expression car, à travers le prisme de la culture, nous soutenons que tout mérite d'être dit. Tournée vers les espaces francophones et francophiles, la rédaction de CultureMag explore les champs de la culture « de l'assiette à la bibliothèque », dans la belle langue française.



Réza II

Iran, le 7 novembre 2009 : Le prince héritier Réza II Pahlavi annonce officiellement son soutien au Mouvement Vert de l'opposant Hossein Moussavi. Le prince dont les partisans figurent au premier rang des manifestations de l'opposition est souvent cité dans les grands médias internationaux comme un recours face au pouvoir dictatorial des Mollahs. Interviewé par le site Rue89, le prince espère que

le peuple iranien aura bientôt à choisir entre une république parlementaire, et une monarchie constitutionnelle. Sa préférence allant bien sûr à la dernière, le prince se voyant bien en "Juan Carlos de l'Iran démocratique". Et de poursuivre sur le rôle de la monarchie aujourd'hui: "L'institution que j'incarne a toujours eu une importance profonde dans les mœurs, l'histoire, l'imaginaire social de ce pays. C'est un élément qui a su maintenir l'intégrité territoriale, dans un pays hétérogène en terme ethnique et religieux."



3 novembre 2009, Paris



S.Roussillon

La Conférence Monarchiste Internationale (CMI) a, par la voix de son secrétaire général Sylvain Roussillon, annoncé la pendaison de Mohammad Reza Ali Zamani et Arash Rahmanipour, deux militants monarchistes iraniens. Les deux hommes avaient été condamnés à mort pour leur rôle dans le mouvement de protestation qui avait ébranlé la République islamique après

l'élection présidentielle de juin. Leur appel avait été rejeté le 4 novembre dernier. "La CMI proteste violemment contre ces exécutions, tragiques illustrations de l'arbitraire qui préside aux destinées de l'Iran" poursuit le communiqué qui dénonce "le silence complice de nombre de médias et de gouvernements occidentaux". A la tête d'un Collectif pour la libération de Mohammad-Reza Ali-Zamani, la CMI avait recueilli, par le biais d'une pétition sur internet, plus de 70 000 signatures demandant la libération des prisonniers monarchistes. Trois autres militants seraient dans l'attente de leur exécution après leur condamnation à mort, neuf autres sont encore en phase d'appel.

Pour plus d'information : <http://www.freezamani.org>

Japon, le 10 novembre 2009 : 20e anniversaire du couronnement de l'Empereur Akihito Heisi.

Dans son discours, l'Empereur du Japon, âgé de 75 ans, a appelé la jeunesse du pays à ne pas oublier son histoire, plus particulièrement le règne de son père Hiro Hito Showa. "Je suis inquiet que l'histoire puisse être oubliée", a déclaré Akihito, lors d'une conférence de presse précédant une cérémonie à Tokyo. "L'empereur Showa [nom posthume de Hirohito, ndlr] avait visité Verdun, le site d'une tragique bataille de la Première guerre mondiale. Il mesurait combien la paix est importante, donc je pense que les événements ayant conduit à la guerre devaient être contraires à ce qu'il aurait souhaité", a déclaré le souverain en défense de la mémoire de son père.



Akihito

Afghanistan, le 15 novembre 2009 : Le Prince Homayoun Shah Assefy, cousin du défunt Roi Zaher Shah, et numéro deux sur la liste du candidat Abdullah Abdullah,

dénonce la réélection du Président Karzaï. Selon le prince, juriste de formation, la Constitution n'autorise pas à la Commission Electorale à annoncer les résultats, ce rôle appartient à la seule Cour suprême. Le candidat Abdullah Abdullah, soutenu par les royalistes afghans, a décidé de se retirer de la présidentielle après la confirmation de nombreux cas de fraudes lors du premier tour des élections.



A. Abdullah

Madagascar, le 20 novembre 2009 : Coup d'état dans le Royaume de l'Antakarana.

Le Souverain Sakalave Tsimiaro III destitué en Septembre 2004 a repris le pouvoir en chassant du trône son successeur Lamboeny III. Ce dernier est actuellement hospitalisé, après avoir été blessé lors des affrontements. Le Ministre de la Culture de la république Malgache a rencontré les souverains afin de trouver un compromis qui mettrait fin au conflit dynastique.



Tsimiaro III

L'agence de communication au service des personnes, des organisations publiques, des entreprises et de leurs fondations.



anastase ressource, inspire et épaula votre développement

56, rue de Londres
75008 Paris
www.anastase.fr

33(0)1 82 83 54 70
aurelie.michel@anastase.fr



Francesca & Karl

Autriche, le 20 novembre 2009 : 97^e anniversaire de l'Archiduc et Empereur de Jure Othon de Habsbourg-Lorraine. Bien que ce dernier ait délégué depuis deux ans tous ses pouvoirs à son fils Karl de Habsbourg-Lorraine, c'est toujours le Conseiller écologiste et membre de la Maison Impériale, Ulrich de Habsbourg-Lorraine qui continue de créer

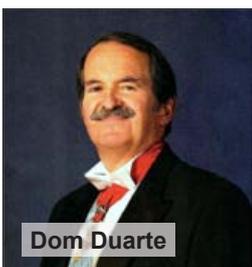
l'événement. Il a officiellement confirmé son intention de briguer le poste de Président de la République en dépit de la loi interdisant aux membres de la famille impériale de se présenter. La Cour Constitutionnelle a déjà rejeté son premier recours pour l'abolition de la dite-loi. "Après 90 ans, la république devrait avoir plus de recul par rapport à l'histoire" a plaidé l'un des représentants du prince Ulrich. Les partis de la coalition gouvernementale, le parti populaire (OVP) et les sociaux démocrates (SPO) ont demandé à ce que cette interdiction soit levée, une motion qui semble faire l'unanimité puisqu'elle a été ralliée par les nationalistes du FPÖ et du BZÖ, et les écologistes.



A. Salmond

Ecosse, le 30 novembre 2009 : Le Parti National Ecossais (SNP) actuellement au pouvoir en Ecosse annonce officiellement son intention de poser aux Ecossais la question de l'indépendance par référendum en 2010. Un vote qui a peu de chance de voir le jour en raison de l'opposition des autres partis du parlement écossais. La tenue du référendum et la victoire

du oui pourraient conduire les Ecossais à se prononcer sur la question des institutions du nouvel état. Le Premier Ministre Ecossais Alex Salmond, élu en 2007, a déclaré "qu'il était temps que les Ecossais se prononcent sur leur futur avenir". Si le SNP est généralement vu comme une formation républicaine, ce qui est particulièrement vrai parmi son mouvement de jeunes, une partie de sa direction reste favorable au maintien de la monarchie, avec un prince de la Maison Windsor à la tête de l'Ecosse. Le mouvement Jacobite a d'ores et déjà exclu toutes prétentions des Windsor à la couronne d'Ecosse et ne reconnaît comme prétendant que le seul François de Wittelsbach, duc de Bavière.



Dom Duarte

Portugal, le 1er décembre 2009 : Le Prétendant au trône du Portugal, Dom Duarte III de Bragança, a ouvertement critiqué le gouvernement actuel lors des célébrations des fêtes de l'indépendance, date à laquelle le Portugal s'est séparé de l'Espagne en 1640. Il a notamment accusé les responsables politiques de

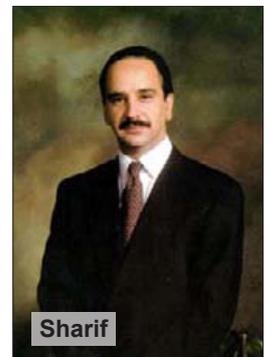
ne pas faire assez pour contrer la crise économique, alors que plusieurs centaines de milliers d'euros ont été dépensés pour fêter le centenaire de la république. "Le Portugal est malade et on abuse de lui" a accusé le Duc. Enfin, si le Prétendant a reconnu des droits légaux aux minorités homosexuelles du pays, il s'est prononcé contre l'idée du droit au mariage entre personnes du même sexe.

Tahiti, le 7 décembre 2009 : Le roi Joinville Pomare XI a appelé publiquement le Président de la République Française, Nicolas Sarkozy, "au nom du Conseil Coutumier Indigène et en son propre nom de rénover le statut de l'île et provoquer des élections" afin de mettre fin à l'instabilité politique qui prévaut en Polynésie.



Pomare XI

Irak, le 16 décembre 2009 : Le Prince Sharif Ali Ben Hussein, prétendant à la couronne royale d'Irak, a été reçu par le Ministre des Affaires Etrangères d'Iran. Lors de son entretien avec le Ministre, le Prince a remercié "l'Irak pour les efforts consacrés à rétablir la stabilité de son pays". Rien de plus n'a transpiré de cette entrevue pour le moins surprenante lorsque l'on sait les positions du régime du mollah envers sa propre dynastie impériale.



Sharif

Rwanda, le 1er janvier 2010 : le roi en exil Kigeri V a adressé ses vœux à la nation rwandaise via son site officiel. Les cercles proches du souverain ont par ailleurs lancé le Ralliement pour la Monarchie Constitutionnelle (RMC) dirigé par le Dr Christian Marara, ancien leader du Parti pour le progrès et la concorde. Le RMC fait déjà l'objet d'une défection, l'Abbé Théophile Murengeantwari a lancé d'Allemagne le Mouvement Démocratique du Peuple pour la Réconciliation (MDPR INTIGANDA), lui aussi d'obédience royaliste. Les deux mouvements ont l'un et l'autre annoncé le retour du Roi au Rwanda peu avant les élections générales de Septembre 2010.



Kigeri V

<http://murengeantwari.unblog.fr>



AQUAREL RENOVATION
Déco & remise à neuf de votre habitation

Société artisanale de rénovation intérieure en Gironde

14, rue Ravez
33000 Bordeaux

☎ 05 57 78 19 74
✉ aquarel.renovation@yahoo.fr



Marguerite

Italie, le 4 janvier 2010 : Manifestation organisée par la Coordination des Monarchistes Italiens à Naples pour commémorer la disparition de la première Reine d'Italie, Marguerite de Savoie. Reine célèbre aussi célèbre pour être à l'origine de la pizza Margarita qui reprenait les couleurs de l'Italie dans ses ingrédients.



Etats-Unis, le 6 janvier 2010 : Michael-John Davis annonce son intention de briguer le poste vacant de Député Républicain au Montana. Ce jeune homme de 20 ans se présente comme un candidat monarchiste constitutionnel. Il existe un mouvement monarchiste aux Etats-Unis appelé 'Parti Royaliste d'Amérique' qui aurait été fondé en 1998 et dont l'emblème est une fleur de Lys bleu entouré d'un anneau rouge et une étoile blanche en son centre. En 2004, ce mouvement très marginal avait apporté son soutien au candidat John Kerry lors des primaires Démocrates. Le nombre des membres de ce mouvement est inconnu.



N.Ranariddh

Cambodge, le 5 janvier 2010 : Le Prince Norodom Ranariddh, ancien Premier Ministre, s'est dit prêt à reprendre du service au sein de l'administration de son adversaire politique Hun Sen, l'actuel premier ministre. Une offre auquel le Parti du Peuple Cambodgien (PPC) actuellement au pouvoir n'a pas réagi pour le moment. Officiellement retiré de la vie politique depuis septembre 2008, et le faible résultat de son parti, le Prince occupe désormais la fonction, très honorifique, de président du conseil privé du Roi Norodom Sihamoni, son demi-frère.

Tchéquie, le 9 janvier 2010 : Une cinquantaine de monarchistes ont manifesté à Prague pour réclamer le retour de la monarchie.



Manifestation monarchiste à Prague

Afrique du Sud, le 10 janvier 2010 : Le Roi des Thembus, ethnies Xhosa, Buyelekhaya Dalindyebo menace de proclamer l'indépendance de 60% des territoires sud-africains où résident les membres de son ethnies si le gouvernement Sud-Africain ne retire pas la menace d'emprisonnement à son encontre. Un territoire qui incluerait l'Eastern Cape, les villes de Johannesburg, Cape Town, Durban et tout le KwaZoulou-Natal.



B.Dalindyebo

En effet, le souverain des Thembus et neveu de Nelson Mandela fait face à 15 ans d'emprisonnement suite à des affrontements ethniques devant sa ferme qui coûtèrent, en 1995, la vie à des enfants. Couronné en 1992 après avoir succédé à son père Sabata Dalindyebo, le Roi a reçu le soutien du fils de Nelson Mandela, Mandla, lui-même Roi d'une autre ethnies Xhosa. Cette affaire empoisonne les relations entre les Thembus et les Zoulous dont les dernières revendications menacent leurs frontières naturelles. Le roi réclame également que le Président Jacob Zuma lui verse 124 millions de dollars de dommages et intérêts et 11 Milliards de dollars aux Thembus au motif qu'ils ont été publiquement humiliés.

Ethiopie, le 11 janvier 2010 : Un nouveau parti monarchiste a été lancé en Ethiopie, appelé le Kebranagast Party. Il est dirigé par Tewoflos Menelik Teruwoq. <http://kebranagastparty.ning.com>

Zanzibar, le 12 janvier 2010 : 46^{ème} anniversaire de la chute de la monarchie constitutionnelle Zanzibari renversée par une révolution socialiste sanglante. L'actuel prétendant est l'ancien monarque Sayed Sir Jamshid bin Abdullah Al Said (né en 1929). En Avril 1964, l'île de Zanzibar proclama son rattachement avec la Colonie du Tanganyika pour former l'actuelle République Fédérale de Tanzanie. Il n'existe pas de mouvement officiel prônant le retour à la monarchie à Zanzibar.



Abdullah

Iran, le 12 janvier 2010 : Assassinat d'un physicien nucléaire iranien dans un attentat. Le mouvement monarchiste 'Iran Royal Association' de Foroud Fouladvand aurait revendiqué cet attentat. Le mouvement avait également revendiqué en Avril 2008 l'attentat de Shiraz qui avait fait 113 morts.

RECEVEZ LA TOILE DIRECTEMENT PAR EMAIL

La Toile vous informe des faits internationaux tels qu'ils sont vécus et ressentis par des monarchistes indépendants et pragmatiques. Ne passez pas à côté d'un trimestriel au spectre large... Envoyez un message à abonnement@monarchiste.com et recevez chaque numéro dans votre boîte, trois jours avant les autres !



Radama I

Madagascar, le 14 janvier 2010 : Andrianasolo Ravelonanosy Clovis et ses partisans ont officiellement présenté devant les médias locaux leur nouveau mouvement monarchiste FANARE (Komitin'ny Fanjakana Amandrepoblika ou Parti comité pour l'avènement de la monarchie en français). La conférence a eu lieu au Radama Hôtel à Antananarenina, du nom d'un des Rois Mérimas de l'île.

Lors de cette rencontre avec la presse, l'effigie du roi Radama Ier trônait à la table de conférence. Un des intervenants a souligné que cette année était marquée par le bicentenaire de l'intronisation de ce monarque. Enregistré au Ministère de l'Intérieur le 23 décembre 2009, le mouvement Fanare réclame le retour à la monarchie constitutionnelle. Celle-ci a été abolie en 1896 par la France. La Souveraine Ranavalona III a été exilé en Algérie où elle est décédée en 1917. Ravelonanosy Andrianasolo Clovis a fait savoir que son parti entendait rencontrer les Malgaches sur le terrain, dans les prochains jours, afin d'élargir sa base militante.



Maria Vladimirovna

Russie, le 15 janvier 2010 : La famille Romanov a saisi la justice russe pour réclamer la reprise de l'enquête criminelle sur l'exécution du dernier tsar de Russie Nicolas II close il y a un an, ont annoncé leurs représentants lors d'une conférence de presse à Moscou. La grande-duchesse Maria Vladimirovna, chef de la maison impériale Romanov, "a déposé une plainte au tribunal Basmanny de

Moscou en demandant de juger illégale et infondée" la décision du comité d'enquête du parquet russe de clore l'enquête, a déclaré l'avocat Guerman Loukianov. Elle demande également "d'obliger le comité d'enquête à lui fournir une copie de la résolution sur la fermeture de l'enquête", selon la même source. D'après les Romanov, la décision de clore l'enquête "contredit la décision de la Cour suprême" russe qui a reconnu en octobre 2008 Nicolas II et sa famille "victimes de la répression politique". La demande de rouvrir l'enquête s'explique par le fait que la grande-duchesse ne veut pas "qu'il y ait du nihilisme juridique" dans cette affaire, a-t-il poursuivi.

Nicolas II, son épouse Alexandra et leurs cinq enfants, avaient été faits prisonniers puis exécutés par la Tcheqa, la police politique de Lénine, le 17 juillet 1918 à Ekaterinbourg, dans l'Oural. La famille Romanov et l'Eglise orthodoxe doutent par ailleurs que des restes humains découverts en 2007 dans la région d'Ekaterinbourg soient ceux du tsarévitch et de sa soeur Maria, assassinés avec toute leur famille, malgré les résultats de tests ADN en Russie, aux Etats-Unis et en Autriche. "Ces restes sont enterrés dans la sépulture de

la famille Romanov, mais nous avons des doutes", a déclaré Alexandre Zakatov, chef de la chancellerie de la maison Romanov.

Italie du Sud, le 16 janvier 2010 : Manifestation en faveur des Bourbons organisé par le mouvement Neoborbonici.



Sympathisants de Neoborbonici

Depuis plusieurs mois circule une pétition pour l'organisation d'un référendum en faveur de l'indépendance de la Sicile et la restauration de la famille royale. A cette occasion le parlement du Sud a également été restauré. Le 'Parlement des Deux Siciles' se veut une initiative de caractère civico-culturel visant à défendre les intérêts de Deux-Siciles contre les décisions de la république italienne.

Vietnam, le 17 janvier 2010 : Le gouvernement communiste Vietnamien a inauguré une statue de deux mètres de haut du Roi Quang Trung (1752-1792) dans l'ancienne capitale impériale Hué. Ce souverain unifia le royaume en chassant l'envahisseur Chinois. Enfin, le 25 Janvier, exposé auparavant au Muséum d'Histoire d'Hanoï, le corps momifié de l'Empereur Le Du Dong (de 1706 à 1731) est officiellement enterré. Il avait été découvert en 1958 par des paysans qui creusaient un champ au village de Bai Trach. Parmi les officiels communistes présents figurait l'ancien Secrétaire Général du P.C, Le Kha Pieu, descendant de l'Empereur défunt.

La famille impériale actuellement en exil en France et en Amérique n'a pas réagi à cette annonce.



Quang Trung



Conseil en fabrication
Fabrication de documents imprimés

Notre savoir-faire au service de votre liberté d'expression

IMPRIMEZ EXPRIMEZ

01 41 31 05 19
06 98 44 60 45

guydegaudric@free.fr

France, le 21 janvier 2010 : C'est une nouvelle fois dans le désordre que les différentes chapelles royalistes de France ont commémoré le 217^{ème} anniversaire de la mort du Roi Louis XVI, sacrifié sur l'autel de la République et la planche de la guillotine en 1793. A travers toute la France, des messes ont été organisées à cette occasion. Le Comte de Paris (Henri VII) a participé à la commémoration à l'Eglise Saint Germain l'Auxerrois au côté de son neveu, Charles-Philippe d'Orléans. Le Prince Jean d'Orléans, fils du Comte de Paris et prétendant orléaniste, était quant à lui à Marseille où il participait à une messe de célébration parmi ses partisans.

Pour la seconde fois consécutive, le Duc d'Anjou (Louis XX), prétendant légitimiste, n'a pas participé à cette journée du souvenir et c'est le Prince Rémy de Bourbon qui le représentait à Lyon le 21 janvier ; quelques jours plus tard, le Duc de Bauffremont le représenta à son tour pour une brève cérémonie à la Chapelle Expiatoire.



O.Perceval

Auparavant, le 17 Janvier, l'Action Française avait organisé une marche au flambeau qui s'est terminée devant l'église de la Madeleine à Paris. Olivier Perceval, Président du Centre Royaliste d'Action Française (CRAF) et Portemont des Manants du Roi ont rendu un vibrant hommage au Roi Martyr devant de nombreux royalistes.

Le même mois l'Alliance Royale annonçait par ailleurs le lancement des "Jeunes Royalistes", sa nouvelle structure militante destinée à la jeunesse.
<http://www.jeunes-royalistes.org>

Serbie, le 23 janvier 2010 : **Couronnement du nouveau Patriarche Orthodoxe de Serbie sous la présence du Prince et de la Princesse Alexandre II de Serbie.** A l'instar de son prédécesseur décédé en novembre dernier, le nouveau patriarche est un fervent nationaliste, partisan d'une restauration du Royaume de Serbie.



Obsèques du Patriarche Pavle à Belgrade

LA TOILE

DOSSIERS MONARCHISTES D'INFORMATION
Trimestriel - Numéro 6 - Hiver 2010

Président: Sylvain Roussillon
Directeur de la Publication: Frédéric de Zarma
Rédacteur en Chef: Khemara
Conseil de Rédaction: Bavorak, Draken, Emauger, Guytos, Judith, Peyo

Rédaction: latoile@monarchiste.com
Publicité: <http://regie.sylm.info> - regie@sylm.info
Abonnements: abonnement@monarchiste.com
Si vous souhaitez collaborer aux dossiers thématiques de La Toile, n'hésitez pas à contacter la Rédaction.

La Toile est une publication de la Conférence Monarchiste Internationale réalisée, mise en page, éditée et diffusée par SYLM.

Le chant du SYLM



par **Frédéric de Zarma**
Secrétaire Général de SYLM

Le Comité Nobel a surpris le monde entier en choisissant d'attribuer le prix de la Paix au Président Barak Obama, ce 9 octobre. Né en 1961, diplômé de Harvard en 1991, avocat et sénateur puis élu à la Présidence en 2008, Obama était inconnu du grand public avant 2005.

Neuf mois seulement après son élection, il est récompensé « pour ses efforts extraordinaires en faveur du renforcement de la diplomatie internationale et de la coopération entre les peuples » alors même que les résultats tangibles de sa politique restent incertains.

Composé de cinq politiciens Norvégiens, le jury accorde donc au Président Américain la somme de dix millions de Couronnes (1 200 000 Euros) pour le remercier de sa bonne bouille... et tant pis si les négociations au Proche-Orient sont au point mort, si l'Irak est abandonné aux factions, si l'Afghanistan retourne aux Talibans et si Guantanamo ne ferme pas : on y croit fort et on sourit !

En pariant sur Obama, le Nobel salue avant tout une nouvelle vision américaine sur le monde et la volonté nouvelle de ne plus imposer la *Pax Americana* par la force ; une évolution dont personne ne sait encore si elle tiendra plus de quatre ans.

Les noms des autres candidats seront conservés secrets pendant cinquante ans mais au vu des candidatures malheureuses du passé - Mussolini en 35, Hitler en 39 et Staline en 45 et 48 - nous ne pouvons pas douter que les sages d'Oslo ont eu raison d'écarter Ahmadinejad, Al-Bechir, Mugabe et Jean Sarkozy.

Si l'avenir appartient à celui qui se lève tôt, le Comité n'a toutefois pas osé réveiller Obama pour lui annoncer la nouvelle... Il fait de si beaux rêves...

LES ROYALISTES ONT CHANGÉ

La première véritable enquête depuis 20 ans !



QUESTIONS ANALYSES CHIFFRES

Ouvrage très attendu depuis la dernière enquête réalisée en 1989, cet état des lieux du royalisme analyse les réponses apportées par 1737 personnes représentatives du milieu royaliste au questionnaire mis à leur disposition par SYLM de février à juin 2009.

Face aux changements profonds qui marquent la communauté royaliste depuis 20 ans, ce repère indispensable vous permettra de mieux appréhender les attentes d'une mouvance désorganisée et méconnue mais plus que jamais ancrée dans la réalité sociale et politique de son temps.

Commandez-le en ligne sur <http://assises.monarchiste.com> ou en remplissant le bulletin ci dessous:

Je souscris à l'ouvrage « Le Royalisme en France, état des lieux » et vous adresse mon règlement à l'ordre de SYLM
Frédéric Andrieux / Editions SYLM
77 bis avenue d'Italie, 75013 Paris

Nom : Prénom :

Société ou organisme :

Adresse :

Code Postal : Ville :

E-mail :

Date : Signature :

Je commande exemplaires au tarif unitaire de **19,95 € TTC** soit un total de €

Je calcule les frais de port : 4,00 € pour un ou deux exemplaires
+
puis 0,50 € par exemplaire supplémentaire
soit un total de €

et je joins mon règlement par chèque d'un montant total de €

Les souscriptions sont enregistrées pour le mois en cours ; toute souscription reçue après le 25e jour du mois est reportée au mois suivant.



Editions SYLM

editions@syllm.info
<http://www.syllm.info>